

## Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France

### Contribution ANTARGAZ FINAGAZ

23 janvier 2018

En préambule Antargaz Finagaz souhaite saluer le travail qui a été mené par les opérateurs de stockage et la CRE tout au long de ces derniers mois afin de préparer la présente consultation dans des délais très serrés. Il était urgent de revoir en profondeur un système de commercialisation véritablement en bout de course et en total décalage l'environnement de marché actuel.

**Q1. Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?**

Nous y sommes favorables.

**Q2. Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?**

Nous y sommes favorables.

**Q3. Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?**

Antargaz Finagaz partage l'avis de la CRE et souhaite que la première période de régulation soit courte (1 à 2 ans). Après cette première période de régulation nous pourrions bénéficier d'un retour d'expérience intéressant et lancer une réflexion plus en profondeur sur les méthodes de régulation, en particulier sur l'incitation financière. Il nous semble préférable de garder une date de mise à jour tarifaire au 1<sup>er</sup> avril.

**Q4. Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?**

De manière générale nous ne sommes pas favorables à une régulation 100% au CRCP qui ne comporterait aucune incitation. Dans le cas présent compte tenu du calendrier serré et du fait qu'il est indispensable de changer le système actuel au plus vite, nous concédons qu'il s'agit à court terme de la meilleure solution mais il ne faut pas se complaire de cette situation et veiller à ce que cette période de non maîtrise des coûts soit la plus courte possible.

L'introduction du seuil de 5% permettra de lisser les écarts ce qui est une bonne chose vu le nombre important d'inconnues dans l'équation.

**Q5. Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?**

Nous estimons que l'introduction d'une régulation incitative est indispensable et pourrait être lancée dès la fin de cette commercialisation. La 1<sup>re</sup> solution proposée nous semble préférable car elle inciterait les opérateurs de stockage à maximiser les volumes vendus ainsi que le prix de vente.

**Q6. Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?**

Nous n'avons pas de remarques sur les analyses de la CRE.

**Q7. Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?**

Nous n'avons pas de modalités alternatives à proposer.

**Q8. Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagés par la CRE ?**

Dans les conditions de la régulation telles qu'envisagées par la CRE, le risque pour les stockeurs nous semble très faible aussi il nous paraît logique de voir le taux de rémunération des actifs se rapprocher de celui de l'ATRT6. D'autant plus que par rapport à un benchmark européen, le CMPC retenu pour l'ATRT6 se situe plutôt dans la fourchette hausse des taux utilisés en NWE.

**Q9. Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?**

Nous n'avons pas de remarque supplémentaire.

**Q10. Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?**

Nous n'avons pas de remarque supplémentaire.

**Q11. Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?**

Au vu de l'estimation historique présentée par la CRE, il apparaît que la moyenne des revenus des 4 dernières années des opérateurs de stockage est plutôt proche de la borne basse de la fourchette de revenus autorisés proposée, ce qui paraît convenable.

**Q12. Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?**

Nous regrettons que l'assiette envisagée par la CRE pour la compensation par le terme tarifaire transport soit en déphasage avec l'assiette considérée par la DGEC pour la prise en compte du besoin de stockage nécessaire à assurer la sécurité d'approvisionnement du système français. Ce décalage conduira les clients distribution interruptibles/non délestables à subventionner la sécurité d'approvisionnement de l'ensemble des consommateurs français. Il serait préférable d'aligner les deux périmètres.

**Q13. Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?**

Des deux méthodes présentées notre préférence va pour la méthode 2.

**Q14. Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?**

Nous souhaiterions rappeler qu'il avait également été envisagé d'utiliser une méthode n'utilisant que la CJN qui paraissait donner des résultats très proches de la méthode 2 tout en reposant sur un calcul bien plus simple. Il est dommage que cette méthode n'ait pas été abordée dans ce document.

**Q15. Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?**

Nous y sommes favorables. Il est préférable d'avoir une règle simple qui puisse s'appliquer systématiquement plutôt qu'une règle qui doive envisager plusieurs cas de figure.

**Q16. Etes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?**

Nous y sommes favorables. Si la maximisation des volumes vendus reste l'objectif principal il ne faut pas non plus occulter la maximisation du revenu des enchères afin que le coût reste mesuré pour le consommateur final.

**Q17. Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100 % des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?**

Une phase de 4 ou 5 semaines pour la commercialisation de la totalité des capacités disponibles nous semble acceptable.

**Q18. Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?**

Notre préférence va pour l'option A qui tient mieux compte des contraintes opérationnelles des fournisseurs, en particulier pour ceux ayant de petites équipes.

**Q19. Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?**

Nous y sommes favorables.

**Q20. Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?**

Nous ne sommes pas favorables à trop restreindre les opérateurs de stockage sur le nombre de produits qu'ils pourraient proposer au marché. La proposition de 5 produits pour TIGF et 14 pour Storengy nous semble convenable.

**Q21. Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?**

Dans la mesure où les règles sont claires dès le début, nous ne voyons pas d'inconvénient à ce que les capacités soient transférées sur une autre enchère si non attribuée précédemment.

**Q22. Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?**

Nous y sommes favorables. Pour cette année, la période étant par ailleurs très courte, il nous semble judicieux de rester sur des produits standards connus.

**Q23. Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?**

Nous y sommes favorables.

**Q24. Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?**

Antargaz Finagaz n'est pas favorable à ce que des capacités soient commercialisées sur plusieurs années dès à présent. En particulier à cause de la fusion des zones qui aura une incidence non négligeable sur le niveau des enchères pour les stockages situés en zone Sud. Une exception pourrait être appliquée aux stockages du Nord mais nous estimons que dans le calendrier actuel très resserré il est préférable de se concentrer pour le moment sur la mise en œuvre du nouveau cadre pour l'hiver prochain.

En revanche, une fois que la mise en place du système effectuée, nous sommes favorables à ce que les stockeurs puissent bénéficier de cette possibilité de commercialiser leurs stockages sur plusieurs années. Cela pourrait être en effet lancé dès l'été 2018.

**Q25. Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchères pour les années suivantes ?**

Nous partageons le constat de la CRE qui mentionne que le calendrier étant très serré, il est préférable que les enchères ne soient pas trop longues. Aussi les enchères à fixing, qui fournissent l'assurance d'avoir un résultat instantané semblent être un bon choix pour cette année.

A l'avenir il serait préférable de choisir un mode d'enchères plus dynamique afin de stimuler la concurrence et donc d'améliorer mécaniquement le prix de vente des enchères.

**Q26. Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?**

Nous y sommes favorables. Nous estimons que la transparence sera un élément clé de la réussite de ces futures enchères.

**Q27. Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?**

Nous y sommes favorables.

**Q28. Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?**

Nous y sommes favorables.

**Q29. Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?**

Nous ne voyons aucun inconvénient au vu des délais extrêmement courts, que pour cette première année, les opérateurs de stockage aient la liberté de choisir leur plateforme de commercialisation pour leurs stockages. Il faut néanmoins que les opérateurs de stockage gardent à l'esprit que cette décision

n'est que transitoire et qu'à terme, afin de renforcer l'attractivité des enchères il serait souhaitable d'avoir une plateforme commune et standardisée. Les investissements sur ces plateformes doivent donc être limités au strict minimum pour cette année.

**Q30. Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?**

Nous ne voyons pas ce que les opérateurs de stockage gagneraient à ne pas publier le prix de réserve. Nous insistons de nouveau sur le fait que la transparence sera le premier critère de réussite de ces enchères.

**Q31. Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?**

De manière générale nous considérons qu'il ne devrait pas y avoir de prix de réserve et que le marché devrait suffire à fixer la véritable valeur des stockages. Néanmoins nous comprenons l'inquiétude des opérateurs de stockage et nous ne sommes pas opposés à voir apparaître un prix de réserve nul. Compte tenu des conditions de marché, nous estimons qu'il est inutile d'implémenter pour cette année une formule complexe pour trouver une valeur proche de 0 et nous considérons que fixer ce prix de réserve à directement 0 simplifierait largement la donne.

**Q32. Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?**

D'un point de vue théorique il ne serait pas choquant de voir dans cette éventualité des prix de réserve plus importants pour les stockages plus performants. En pratique, cette valeur extrinsèque des stockages est extrêmement difficile à évaluer. De plus, comme nous l'avons indiqué dans la question précédente, nous considérons que le marché devrait suffire à fixer la véritable valeur des stockages et montrer cette valeur extrinsèque si les enchères sont suffisamment bien conçues. Aussi, pour rester dans le même esprit, nous estimons qu'il n'est pas nécessaire que les prix de réserve tiennent compte de la performance des produits.

**Q33. Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?**

En revanche la perte de valeur des stockages au Sud pour cette année 2018-2019 est une réalité et nous estimons qu'il serait nécessaire de minorer les prix de réserve du Nord (proposition de Storengy).

**Q34. Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?**

Nous considérons que ces paramètres sont acceptables.

**Q35. Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?**

La commercialisation du stockage de gaz B est un sujet qu'il faudra que la CRE regarde avec la plus grande attention. Le marché étant relativement illiquide (seuls les acteurs ayant des capacités de livraison en zone Nord B peuvent se permettre de répondre avec un prix compétitif), il est possible que la compétition ne soit pas aussi importante qu'en zone Nord ou Sud et que le prix soit moins réactif de la valeur réelle des stockages car ne reposant que sur un nombre limité d'acteurs.

Les règles proposées par Storengy nous semblent convenables mais si nous constatons que trop peu d'acteurs y participent, il faudrait sans doute revoir ce mécanisme avec par exemple une indexation du

prix du stockage en zone B sur un stockage aux caractéristiques similaires. Le retour d'expérience permettra de disposer de plus d'informations là-dessus.

**Q36. Etes-vous favorable à la création de la « Concertation stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?**

Excellente idée, nous en saluons l'initiative.

**Q37. Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?**

Nous sommes favorables au calendrier proposé, en particulier nous estimons qu'il est nécessaire d'avoir très rapidement des orientations sur la commercialisation des capacités pour l'hiver 2018-2019. La consultation à l'été 2018 suivi d'une délibération en septembre 2018 semble un bon rythme.